

Le déploiement de l'ISP à Bruxelles et sa pérennisation par le décret de 95, a constitué un acte majeur de l'action du gouvernement Picqué I, premier gouvernement représentatif des aspirations des habitants de notre Région. Nous y avons contribué avec enthousiasme !

Il manifestait en effet la volonté du gouvernement de s'attaquer (enfin) à un défi majeur : le sous-emploi récurrent d'une frange importante de la population, concentrée dans les quartiers les plus fragilisés de notre ville-région. S'inscrivant dans un projet de ville progressiste, il concourrait à lutter contre la dualisation de la ville et à promouvoir a contrario la solidarité et l'égalité entre toutes les Bruxelloises et tous les Bruxellois.

Aujourd'hui, ces défis sont loin d'être gagnés : la tâche reste ardue et les enjeux nombreux. Nous en relèverons deux :

- Pour l'ISP, il s'agit aujourd'hui comme hier, de rester une force d'interpellation capable d'inventer des réponses nouvelles aux situations d'exclusion sociale et professionnelle, de conserver cette dimension militante, ancrée dans l'éducation permanente, qui est en fait un acteur incontournable des politiques d'emploi et de formation ;
- Pour la Région, il incombe au gouvernement « olivier » qui doit concrétiser rapidement – on est à mi-législature - les énormes espoirs qu'il suscite, de déployer enfin une réelle politique de l'emploi, en particulier des jeunes, dans la direction que lui indiquent les organisations syndicales.

Alain LEDUC

Daniel FASTENAKEL